

RÉSOLUTION...

Le Comité Fédéral de l'U.A.S. réuni à Limoges les 11 et 12 juin 1983 estime que l'évolution de la situation politique, en France, depuis mai 1981 confirme l'analyse anarcho-syndicaliste quant au rôle et à la place de l'Etat, fondamentalement instrument de coercition au service de la classe dirigeante et ce, quelle que soit la couleur politique du gouvernement en place.

Dans ces conditions, le Comité Fédéral appelle tous les militants qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme (qu'ils soient ou non membres de l'U.A.S.) à organiser le combat de la classe ouvrière menacée par la politique actuelle, à la fois dans ses conditions matérielles d'existence et dans son existence en tant que classe.

Il est absolument indispensable de faire échec à la tentative du Gouvernement de l'Union de la Gauche de dénaturer (c'est-à-dire de détruire) les organisations ouvrières en les intégrant (c'est-à-dire en les subordonnant) à tous les niveaux de la société capitaliste qui demeure divisée en classe et ne saurait être considérée comme une «*communauté*», comme voudrait le faire croire la propagande mystificatrice des différentes variantes du «*catholicisme social*».

Le Comité Fédéral considère que, si les anarcho-syndicalistes se doivent d'être les meilleurs dans ce combat, celui-ci ne pourra être mené à son terme que s'il est organisé dans l'unité avec tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, se réclament de l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

C'est pourquoi le Comité Fédéral se félicite des liens tissés par les anarcho-syndicalistes notamment dans le mouvement syndical traditionnel et dans les organisations laïques entre les différents courants du mouvement ouvrier, issus de l'anarchisme et du marxisme.

Le Comité Fédéral met en garde tous les militants ouvriers contre les tentatives de relance des campagnes anti-anarcho-syndicalistes en anti-trotskyistes, c'est-à-dire anti-ouvrières.

Le Comité Fédéral se félicite des liens tissés, au cours des dernières décennies entre l'UAS et le P.C.I. et qui doivent permettre, en surmontant les sectarismes et les divergences, même justifiées, de faire face, dans les moins mauvaises conditions possibles, à l'offensive réactionnaire sans précédent menée actuellement contre la classe ouvrière et ses organisations.

Limoges, le 12 juin 1983.
